



Des abbayes laïques, fossiles d'un peuplement per casalem intégrés dans des castra

Anne Berdoy

► To cite this version:

Anne Berdoy. Des abbayes laïques, fossiles d'un peuplement per casalem intégrés dans des castra. *Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, 2008, 120 (263), pp.337-358. halshs-01201771

HAL Id: halshs-01201771

<https://shs.hal.science/halshs-01201771>

Submitted on 18 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Anne BERDOY*

DES ABBAYES LAIQUES, FOSSILES D'UN PEUPLEMENT *PER CASALEM* INTÉGRÉS DANS DES CASTRA

Le cas – si mal connu et encore si énigmatique – des abbayes laïques des Pyrénées occidentales et de leur piémont, a fait l'objet, dans cette revue même, d'un récent état de la question sous la plume de Benoît Cursente¹. Après un bref rappel historiographique et la délimitation spatiale du phénomène, le dossier des *abadies* est repris à la lumière des travaux de l'auteur sur la société de la Gascogne médiévale. Par un questionnement renouvelé, B. Cursente ouvre des pistes de recherche visant à sortir de l'impasse des origines non documentées du phénomène. Retenons simplement ici que les abbayes laïques sont considérées en tant que « maisons de village indissociables de la dîme » et que c'est justement ce lien qui est pris en compte pour envisager, au regard des « implications sociales de la dîme », la genèse des *abadies*.

La présente contribution, si elle s'inscrit dans une même optique visant à mieux comprendre la mise en place des abbayes laïques, procède d'une approche différente – mais complémentaire – qui s'appuie sur l'histoire de l'occupation du sol.

Dès Pierre de Marca (1594-1662), premier historien du Béarn, l'origine carolingienne des *abadies* a été posée comme allant de soi et ce, essentiellement au vu de la détention de la dîme par un laïque². Cette attribution chrono-

* 64490 Accous. anne.berdoy@wanadoo.fr.

1. CURSENTE (Benoît), « Les *abbadies* ou abbayes laïques : dîme et société dans les pays de l'Adour (XI^e-XVI^e siècles) », *Annales du Midi*, t. 116, n° 247, juill.-sept. 2004, p. 285-305.

2. MARCA (Pierre de), *Histoire de Béarn*, Paris, 1640 ; rééd. de Dubarat, Pau, Ribaut-Lafon, 1894, 2 vol. « Quant à l'origine des dismes inféodées que la noblesse possède en Béarn, en Navarre et dans plusieurs autres endroits de Gascogne, elle ne procède pas d'une usurpation confirmée et autorisée par le temps comme l'on prétend ordinairement, mais c'est un établissement légitime fait, à mon avis, dès le temps de Charlemagne ou de son fils Louis le Débonnaire » (t. 1, p. 158-159).

Historienne et archéologue, **Anne Berdoy** est associée au laboratoire FRAMESPA, de l'université Toulouse-II-Le Mirail. Sa thèse, intitulée *Une société artisanale dans son environnement, du Moyen Âge à l'époque contemporaine : le centre potier béarnais de Garos et Bouillon*, a été soutenue en 1997. Elle poursuit ses travaux sur les abbayes laïques.

logique ne peut cependant être étayée par des données textuelles, faute de sources écrites conservées pour cette époque.

Plus près de nous, l'idée selon laquelle les abbayes laïques « sont en quelque sorte des seigneuries fossiles de l'époque carolingienne ou post-carolingienne » a été avancée par Philippe Araguas³. Cette assertion reposait, cette fois, sur une approche de terrain réalisée dans le cadre de l'Inventaire dans le nord-est du Béarn. Au vu de la fréquente coexistence, dans un même village, d'une abbaye laïque et d'une seigneurie banale, une relation est, en premier lieu, établie entre seigneurie et motte. Et c'est en raison de cette conjonction, et parce que l'implantation d'une abbaye laïque ne peut guère être postérieure à l'époque féodale, que, dans une seconde étape du raisonnement, son apparition est située plus haut dans le temps. Cette déduction par la négative s'enrichit d'observations ponctuelles qui révèlent des cas de discordance topographique entre village castral et abbaye laïque. Le cas d'Anoye, rapidement exposé, est, à cet égard, le plus intéressant. Dans ce village associé à un château, la chapelle castrale est devenue, tardivement (au XVIII^e siècle), église paroissiale. À quelque distance de cet habitat aggloméré, un lieu de culte isolé est interprété par l'auteur comme l'église paroissiale primitive ; à proximité de celle-ci se trouvait une abbaye laïque...

Si j'ai souscrit au phasage proposé par Ph. Araguas en publiant une note sur un cas de divorce topographique identique (Guiche)⁴, il me semble désormais indispensable de passer outre le constat superficiel d'une dissociation des éléments structurants du peuplement. Je me propose, dans cette optique, de mettre à profit la matière recueillie dans le cadre de recherches menées en Béarn. Ces dernières fournissent en effet des éléments susceptibles de mieux assurer la chronologie relative de deux grandes phases de peuplement entre lesquelles les abbayes laïques font figure de fil conducteur.

Le cadre de l'étude se borne à deux communes voisines situées au nord du Béarn, dans le pays de Soubestre, ce *pagus silvestrensis* de la fin du X^e siècle, voisin de la vicomté de Louvigny, au cœur duquel fut fondée l'abbaye de Larreule⁵.

Les communes de Morlanne et Garos ont en commun d'avoir, au cours du Moyen Âge, connu une phase de regroupement de l'habitat au sein d'une enceinte villageoise subordonnée à un château. Une fois ces castelnaux mis en évidence, il convient de s'interroger sur l'existence et le statut de lieux de culte éloignés de cet habitat groupé. Au regard de la relation existant entre chacune

3. ARAGUAS (Philippe), « Mottes, seigneuries et abbayes laïques en Vic-Bilh », *Etudes sur la Gascogne, Actes du 104^e congrès national des sociétés savantes, Bordeaux, 1979*, Paris, Bibliothèque nationale, 1981, p. 5-14.

4. BERDOY (Anne), « Guiche-Bourg, Guiche-Port (Pyrénées-Atlantiques), deux étapes de la mise en place de l'habitat à l'époque médiévale dans une paroisse de la rive gauche de l'Adour », *Archéologie des Pyrénées occidentales et des Landes*, 20, 2001, p. 15-22.

5. MARCA (Pierre de), *op. cit.*, I, p. 351 et 354.

de ces églises et une abbaye laïque, il est ensuite possible d'envisager ces dernières comme les vestiges d'un peuplement *per casalem* qui, à la faveur d'une phase de réorganisation de l'habitat, ont intégré les *castra* ayant radicalement modifié les structures de peuplement de la région à partir du XIII^e siècle.

À la fin du Moyen Âge, des castelnaux

Morlanne peut, encore aujourd'hui, être regardé comme l'archétype du castelneau : s'étirant sur une ligne de crête, le long de l'épine dorsale que représente la rue centrale de part et d'autre de laquelle sont réparties les maisons, le village est surplombé, au sud, par un château sur motte quand une imposante église fortifiée⁶ constitue, au nord, le pendant de ce dernier. Examinée plus en détail, la morphologie de ce village révèle néanmoins une irrégularité topographique que permettent d'éclairer les sources écrites.

Il n'est pas lieu de s'attarder ici sur l'histoire du château. Tout au plus s'agit-il de prendre en compte les éléments utiles à la compréhension du village. On ne sait rien ou presque de l'édifice primitif non plus que des premiers seigneurs de Morlanne. Des vestiges de murs en pierre de taille furent mis au jour dans la cour du château actuel lors des campagnes de travaux menées dans les années 1970⁷ mais, à cette époque, aucune surveillance archéologique ne fut effectuée. L'identification des premiers seigneurs du lieu se heurte quant à elle au fait que les noms de Morlanne et Morlaàs ont des formes latines similaires. Si l'archiviste Paul Lorber avait commencé à accumuler des notes en prévision de la rédaction d'une histoire de Morlanne⁸, celle de la seigneurie et du château reste en grande partie à écrire.

En dépit des incertitudes chronologiques touchant aux origines du château (XI^e-XII^e siècle), il ne fait toutefois guère de doute que celui qui s'élève actuellement au sud du bourg a été rebâti sur le site de la demeure aristocratique initiale⁹. À la motte était associée, au nord, une basse-cour. La limite septentrionale de cette dernière est encore inscrite dans le parcellaire (talus et fossé) et correspond en outre à un léger décrochement de l'axe de la rue qui structure le village (fig. 1). Le tracé de l'enceinte qui circonscrivait cette basse-cour est en partie lisible, soit sur le terrain, soit sur les plans cadastraux anciens¹⁰ et

6. En dépit de ce qui a pu être écrit ailleurs, l'église de Morlanne ne se trouve pas sur une motte.

7. MASSIE (J.-Fr.), « La motte et le château de Morlanne », *Pyrénées*, 123-124, 1980, p. 124-143 (ici, p. 138 et fig. 16 et 17).

8. Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques (désormais abrégé ADPA), 1J 142/34-37.

9. F. Galès propose de situer cette reconstruction dans les années 1373-1374, GALES (Françoise), *Des fortifications et des hommes : l'œuvre des Foix-Béarn au XIV^e siècle*, thèse d'histoire de l'art, université Toulouse-II-Le Mirail, 2000, II, p. 106.

10. Les plans cadastraux anciens du département des Pyrénées-Atlantiques sont accessibles en ligne : http://www.cg64.fr/fr/atlas_departement2.asp?FK_categorie=5.



Fig. 1 - Morlanne : éléments de localisation de l'abbaye laïque primitive et de l'église Notre-Dame de Casaus au regard du nouveau pôle d'habitat développé à partir du château.

actuel. La moitié méridionale de cet espace est restée jusqu'à nos jours directement liée au château (jardins et communs). L'autre partie, au nord, a pour sa part été lotie, certainement dès le Moyen Âge, avant que n'intervienne la fondation du castelnau. En effet, même si le toponyme s'est totalement perdu de nos jours, cet espace était désigné, jusqu'à l'époque moderne, sous le nom de *Castet Bielh*. Ainsi, en 1515, une maison confrontait-elle *ab la carrera publica deu Castet Bielh* d'une part et *ab lo barat deu senhor et de la biela* d'autre part¹¹ – notons la distinction faite entre le fossé du seigneur (autrement dit celui du *Castet Bielh*) et celui de la ville (c'est-à-dire celui du castelnau, cf. ci-après). Dans le même ordre d'idée, la nuance est également établie, au début du XVIII^e siècle, entre les places de *la carrere* et celles du *Castet Bielh* pour lesquelles des cens de montants différents sont dus¹². En 1508, plusieurs terres

11. ADPA, E 1268, f. 66 v°. Autres mentions du *Castet Bielh* dans ADPA, E 1276, f. 297 v° (1575) et E 1300, f° 231 r° (1621).

12. En 1703, le seigneur de Morlanne dresse l'inventaire des cens à percevoir : « *per las places de la carrere, sçaber las deu costat deu soleil lhebant a raison de un soo bon deux ardis per chacune place et sept ardis per las places qui son deu costat deu soleil couchant et sieis ardis per las deu Castetbiel et deus bordalats* » (ADPA, Morlanne CC1).

situées dans cette enceinte furent affiévées par les officiers du seigneur de Morlanne en faveur d'habitants du lieu¹³.

La fondation du castelnau de Morlanne est implicitement attestée par le nom même du *Castet Bielh*. Un tel cas de figure n'est pas isolé : B. Cursente a par exemple relevé, en Gascogne, plusieurs toponymes de ce type qui désignent toujours « le château primitif par opposition au bourg fortifié qui lui a succédé¹⁴ ».

Le castelnau s'inscrit dans le prolongement du *Castet Bielh*, au nord de celui-ci. Son parcellaire laniéré s'articule – cas de figure classique – de part et d'autre d'une rue médiane (*la carrere*). Le tracé de l'enceinte est en partie perceptible sur les plans cadastraux et l'état de sections de 1827 permet d'ailleurs de mettre en évidence toute une série de parcelles correspondant aux fossés, parcelles qui faisaient alors l'objet d'un litige entre leurs propriétaires déclarés et la commune (fig. 1). Il n'est guère que dans sa partie septentrionale que cette enceinte n'est plus visible. Son tracé peut cependant être aisément restitué dans la mesure où l'on connaît précisément l'emplacement de la porte de la ville¹⁵. Le talus de l'enceinte villageoise ne semble conservé nulle part (une vérification, parcelle par parcelle, serait toutefois nécessaire pour s'en assurer) ce qui n'est guère étonnant au vu de l'acte d'affièvement de 1508 cité plus haut. Pour deux des terres cédées qui confrontaient *per lo fons ab lo barat de la biele*, il était en effet précisé que les particuliers pourraient procéder à des opérations de nivellement.

En l'absence de données, tant écrites qu'archéologiques, il est impossible aujourd'hui de situer précisément la date de fondation de ce castelnau. Il est toutefois probable qu'elle soit à placer dans le courant du XIII^e siècle, époque qui a vu la multiplication des *castra populata* à l'initiative de la moyenne aristocratie. Cette datation est en outre confortée par l'attribution du clocher de l'église Saint-Laurent au XIII^e ou au XIV^e siècle. Or la localisation même de cette église, à l'extérieur de l'enceinte villageoise, indique clairement que l'édification du lieu de culte est postérieure à la mise en place de celle-ci (tel n'aurait pas été le cas si agglomération et église avaient vu le jour simultanément)¹⁶.

13. ADPA, E 1267, f. 91. Par exemple : « [...] *han afiusat et metut a nobet fiu a Cathaline de Parari [...] ung trensot de terre de embarat, qui lodict senhor de Morlane autreya au fons de la plase de ladite Cathaline, et tant cum ladicte plasse dure de latitut et de quy au cap de la cresta deudict embarat ; loquoau confronte a ung cami qui es en demiey lodict embarat et las binhes aperades las Binhasse [...]* » (on retrouve aisément ce toponyme dans l'état de sections de 1827 : Vignasse (A, 2, 458 : vigne) et Lavignasse (A, 2, 466 : labour ; 467 : grange ; 468-469 : vigne ; 479-480 : vigne).

14. CURSENTE (B.), *Les castelnaux de la Gascogne médiévale*, Bordeaux, Fédération Historique du Sud-Ouest, 1980, p. 95, note 9.

15. Cadastree comme école en 1827, elle correspond au « petit bâtiment sur la porte du bourcq où l'on fait tenir les écoles des enfants » possédé par la communauté en 1723 (ADPA, Morlanne FF1).

16. Notons de plus que ce lieu de culte – lui-même fortifié – a été implanté face à la porte du bourg de façon à pouvoir concourir à la défense de celui-ci (autre exemple dans CURSENTE, 1980, p. 100).

Contrairement à d'autres castelnaux de la région, celui de Morlanne n'a pas connu de phénomène de désertion massive à la fin du Moyen Âge ou dans le courant de l'époque moderne. Il a ainsi conservé intacte ou presque sa structure de peuplement.

Le bourg castral de Garos est, pour sa part, un de ces villages entièrement vidés de leur substance. Sans l'étude régressive de l'habitat il aurait été impossible de visualiser les contours et l'importance de ce castelneau déserté¹⁷. À considérer le village actuel – soit moins d'une dizaine de maisons réparties irrégulièrement de part et d'autre d'une rue centrale –, rien ne subsiste en effet des structures médiévales si ce n'est une imposante motte arasée au nord de l'église.

La consultation des plans cadastraux (ancien et actuel) et des photographies aériennes conjuguée à des observations sur le terrain apporte quelques éléments qui ne suffisent cependant pas à retrouver les limites de l'ancien bourg. Par ailleurs, des quatre terriers qui nous sont parvenus (1584, 1675, début XVIII^e siècle et 1777¹⁸), seul celui de la fin du XVI^e siècle fait état de fossés et de portails. Mais ces éléments apparaissent comme confronts de plusieurs maisons dont la localisation même nous échappe puisque nombre d'entre elles ont disparu entre la fin du XVI^e siècle et aujourd'hui. L'unique recours résidait donc dans l'utilisation de documents permettant de restituer l'évolution de l'habitat groupé à Garos selon une démarche régressive qui amènerait à la compréhension des données du terrier de 1584. Sachant la pérennité du nom de chaque maison, ceux qui figurent dans l'état de sections de 1828 ont servi de point de départ à la reconstitution du village. Ensuite, en tenant compte du cheminement adopté par les rédacteurs des documents fiscaux et grâce aux confronts énoncés, il a été possible de localiser approximativement les enclos les uns par rapport aux autres à des époques données. En remontant ainsi de proche en proche, il était alors plus aisé d'appréhender les structures évoquées dans le terrier de 1584¹⁹. Le tracé des fossés documentés par les textes serait sujet à caution si l'analyse des micro-reliefs subsistant sur le terrain n'était là pour valider les hypothèses formulées à l'aide des sources écrites.

17. Garos avait été identifié comme castelneau par B. Cursente sans cependant que sa localisation et ses limites puissent être cernées : CURSENTE (B.), *Les castelnaux en Béarn, Marsan, Gabardan, XI^e, XII^e et début du XIII^e siècle*, TER d'Histoire, université de Bordeaux, 1968, p. 54-55 et pl. V.

18. Respectivement ADPA, Garos CC1 ; B 669 ; Garos CC4 ; C 1127.

19. Pour le détail de l'étude régressive de l'habitat, cf. BERDOY (A.), *Une société artisanale dans son environnement, du Moyen Âge à l'époque contemporaine : le centre potier béarnais de Garos et Bouillon*, thèse de doctorat d'histoire médiévale, université Michel de Montaigne/Bordeaux-III, 1997, 4 vol. (ici, en particulier vol. II, fig. 14-21 et tab. 1 ainsi que vol. IV, annexe 4 : fichier « occupation du sol »).

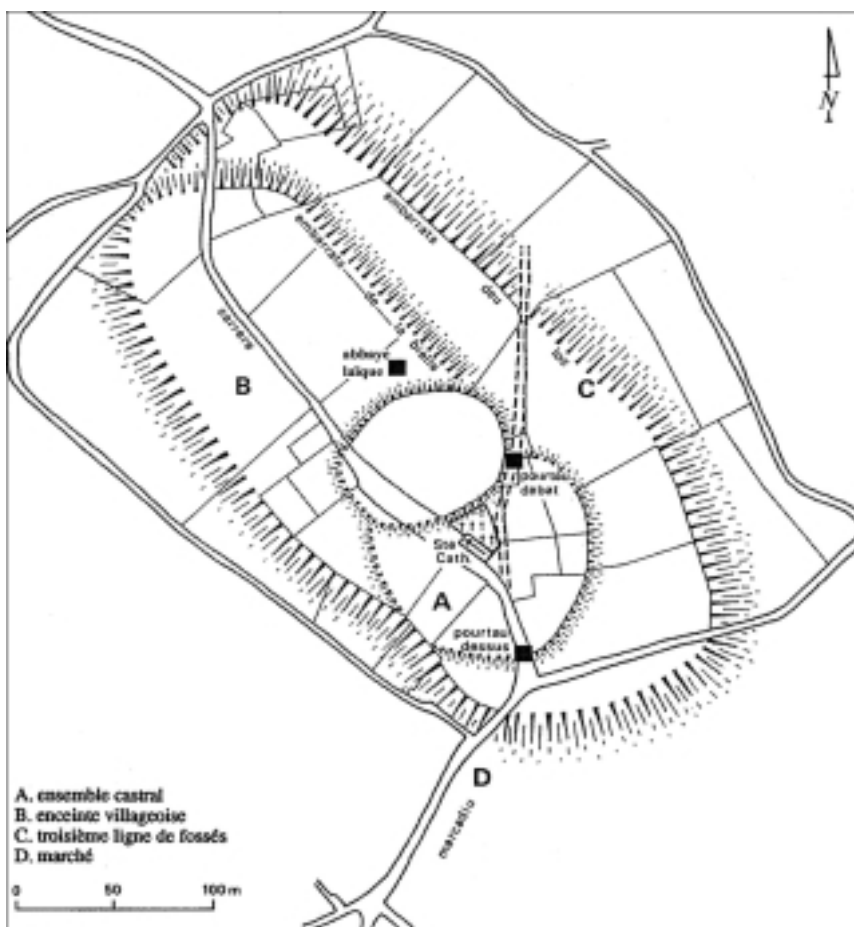


Fig. 2 - Garos : restitution du bourg castral.

Trois ensembles ont ainsi été reconnus (fig. 2). Le premier s'organisait autour d'une vaste motte, fortement endommagée à l'époque contemporaine. La rectification du tracé de la rue principale – intervenue avant 1828 – a provoqué la destruction quasi-totale de sa partie ouest, sans cependant qu'en soit complètement gommée l'empreinte sur le terrain (elle l'est en revanche sur les plans cadastraux). Par ailleurs, à la fin du XIX^e siècle, cet ouvrage a été arasé – et ses fossés vraisemblablement comblés par la même occasion – lors de la construction d'une école (actuelle *mairie*)²⁰. Malgré ces profonds boule-

20. 18 novembre 1887, délibération relative à la construction d'une école de garçons « sur le terrain appelé *Lamothe* appartenant à la commune » (arch. comm. Garos – en mairie, sans cote –, registre de délibérations du conseil municipal 1881-1919).

versements, l'assise circulaire de la motte est encore nettement inscrite dans le parcellaire. Immédiatement en contrebas, au sud de celle-ci, un lieu de culte dédié à sainte Catherine est assimilable à la chapelle castrale. Cette dernière était située au cœur d'une enceinte délimitée par un fossé dont le tracé oriental est parfaitement lisible sur les plans cadastraux ; à l'ouest, seule la topographie permet en revanche de reconnaître les limites de cet espace qui, au pied de la motte, peut être interprété comme la basse-cour.

La rue, unique dans la partie sud de cette enceinte, se dédoublait et se prolongeait de part et d'autre de la chapelle puis de la motte. Deux portails complétaient le dispositif défensif: le *portau dessus* au sud mentionné dans les confronts de 1584 et le *portau debat* dont le souvenir s'est perpétué dans le nom de la maison voisine, *Portau*²¹.

Un deuxième ensemble de fossés se développait au nord de la motte qui délimitaient une vaste plate-forme traversée en son milieu par la *carrere* (cette dernière se transformant en *cami* une fois passée la ligne de fossés). L'espace était ici divisé en lots réguliers (les *plasses* mentionnées en 1584 qui confrontaient *ab l'embarat de la biele*) et correspondait donc à l'enceinte villageoise.

L'ensemble castral et l'enceinte villageoise étaient enfin intégrés dans une dernière ligne de fossés (confronts *ab los embaratz deu loc*). Là encore, observations de terrain, limites parcellaires et données des sources écrites permettent d'en restituer le tracé au nord, à l'est et au sud. Il ne semble pas hasardeux de voir là une protection supplémentaire du versant béarnais dominant la frontière avec la vicomté de Louvigny située immédiatement à l'est, au pied du coteau.

Il faut, en dernier lieu, mentionner le *marcadiu*, espace réservé au marché, situé à l'extérieur de toutes les enceintes, sur le replat au sud et en contrebas de celles-ci. Quelques maisons étaient installées en 1584 face à cette grande place qui ne fut jamais construite avant le XIX^e siècle, époque à laquelle le marché n'avait plus lieu.

Garos n'est documenté que tardivement et nulle charte de fondation ne nous est parvenue²². L'hypothèse d'une création due à Gaston VII (1229-1290) semble toutefois plausible. La place est en effet mentionnée dans l'acte réglant la succession de ce vicomte en 1286 et il est patent que celui-ci fut à l'origine de nombreuses fondations « visant à structurer administrativement et militairement la vicomté²³ ». Par ailleurs, P. de Marca, s'appuyant sur le cartulaire de Larreule aujourd'hui disparu, évoque un épisode qui vit, en 1232, Gaston VII

21. Cadastre 1828 : A, 2, 274.

22. Une copie tardive (1778 : ADPA, E 2237) fait état des « privilèges, coutumes, usages, franchises et libertés » octroyés aux habitants de Garos par le « comte Gaston » en 1220, date erronée (le vicomte était alors Guilhem-Raymond de Moncade), certainement imputable au notaire du XVIII^e siècle.

23. CURSENTE (B.), « Les castelnaux du Béarn (XII^e-XV^e siècle) : Essai de bilan », *Annales du Midi*, CII, 1990, p. 73-84 [ici, p.83].

confisquer la seigneurie de Garos qu'avait confiée sa mère, Garsende, au vicomte de Louvigny. Alors, « *s'ensuivit une forte guerre [...] qui attira après soi des effets tragiques et sanglans, avec les incendies et bruslements de plusieurs maisons, de sorte que ce quartier demeura fort désolé n'estant resté debout que les chasteaux bien fortifiés*²⁴ ». Il est tentant d'envisager que, de cet épisode, soit née la volonté d'édifier une enceinte qui – fait remarquable – ne se situe pas sur le point culminant des coteaux mais sur un replat faisant exactement face au château de Louvigny ; notons, qui plus est, que l'enceinte a été doublement protégée sur son flanc est, celui-là même qui regarde les fortifications adverses. Les tensions entre Garos et Louvigny – ou, à une autre échelle entre le vicomte de Béarn et Henri III²⁵ – sont aisément perceptibles lorsque l'on sait qu'en 1272 le château de Louvigny fut engagé au roi-duc « qui disposa ainsi d'une place lui permettant de surveiller les limites du Béarn pour 1000 livres morlannes²⁶ ». Sur cette frontière, le château de Garos occupait, encore au XIV^e siècle, une place importante : la vicomtesse, Marguerite de Foix, en confia par testament la garde au baron d'Andoins (également chargé de celle de Montaner, à l'est)²⁷. Les dernières mentions du château de Garos émanent d'actes signés en ce lieu par Gaston Fébus en 1375²⁸. Commence ensuite un long silence documentaire.

Séparés de quelques kilomètres à peine, les villages de Morlanne et Garos illustrent bien le vaste mouvement de regroupement de l'habitat qui a caractérisé nombre de localités gasconnes dans les derniers siècles du Moyen Âge. Mais avant ces *castra* de la fin de l'époque médiévale, dans quels cadres s'inscrivait le peuplement ?

Des lieux de culte isolés, témoins d'églises paroissiales originelles

L'actuelle église paroissiale de Morlanne est placée sous le patronage de saint Laurent (attesté depuis le début du XVI^e siècle²⁹). Or, les archives médié-

24. MARCA, *op. cit.*, II, p. 329.

25. Le règne de Gaston VII a été émaillé d'incidents et de révoltes au sujet de l'hommage que celui-ci devait prêter à Henri III puis à Edouard I^{er} pour le Béarn : TUCOO-CHALA (P.), *Gaston Fébus et la souveraineté de Béarn*, Pau, Librairie parisienne, 1981 (2e éd.), II, p. 59-69.

26. BÉMONT (Ch.), éd., *Recueil d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne au XIII^e siècle. Recognitiones feodorum in Aquitania*, Paris, Imprimerie Nationale, 1914, n°470, 30 juin 1272 cité dans GARDELLES (J.), *Les châteaux du Moyen Âge dans la France du Sud-Ouest*, Paris, Arts et métiers graphiques, 1972, p. 168.

27. LORBER (P.), « Le testament de Marguerite de Moncade, comtesse de Foix et dame de Béarn (1319) », *Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau*, 1924-1926, p. 232.

28. TUCOO-CHALA (P.), *op. cit.*, p. 408.

29. La plus ancienne mention écrite retrouvée à ce jour date de 1537 (*Sentz-Laurent de Morlana*) et a été relevée dans un registre des notaires de Garos : RAYMOND (P.), *Dictionnaire topographique du département des Basses-Pyrénées*, Paris, Imp. impériale, 1863.

vales font état d'une église dédiée à Notre-Dame. La plus ancienne mention (1348) connue à ce jour se trouve dans le testament de Jeanne de Comminges, dame de Morlanne, qui déclare vouloir être enterrée, comme son mari l'avait été avant elle, dans cette église aux œuvres de laquelle elle lègue en outre cinquante sols³⁰. Si ce souhait peut inciter à assimiler Notre-Dame à une chapelle seigneuriale, le fait que le baile de Garos y réunisse la population de Morlanne au début du XV^e siècle³¹, va en revanche à l'encontre de cette idée. Tout comme le vœu exprimé par un cagot de Morlanne, Peyroton de Jagou, d'être enseveli dans le « pré et cimetière de Notre-Dame » en 1464³². Enfin, le nom même de cette église, *Nostre Done de Casaus*³³, concourt à identifier ce lieu de culte comme ayant été la première église paroissiale de Morlanne.

Les dernières mentions de cette église remontent tout au début du XVI^e siècle³⁴ ; il n'en sera plus jamais question ensuite. Sa disparition précoce et le silence des sources écrites n'ont malheureusement pas permis de la situer avec précision. Toutefois, des éléments conduisent à une localisation approximative à l'est du bourg, un peu à l'écart de celui-ci (fig.1) : les archives modernes font en effet état d'une pièce de terre « appelée *Noste Done* scize en l'enclos appelé Argelès³⁵ », maison bien connue grâce au cadastre ancien et aux documents fiscaux d'Ancien Régime³⁶. Signalons en revanche que si les éléments lapidaires (fragments de colonnes et autres pierres sculptées) entassés dans le pré voisin d'Argelès proviennent bien d'un lieu de culte, il ne s'agit là que des matériaux issus de la démolition de l'ancienne chapelle de l'hôpital de Pau, récupérés par le propriétaire du lieu³⁷ ! Par ailleurs, vérification faite, il apparaît que la présence d'une statue de la Vierge placée dans un édicule, au carrefour du chemin menant à la maison Argelès et de la route départementale, ne perpétue en rien le souvenir de cette église disparue³⁸.

30. ADPA, IIIIE 805, f. 66 v° : « *eslegi sa sepulture en la glisie de Nostre Done de Casaus de Morlane, en laquoau mossenhor de Morlane, son marit, es sepelit* ».

31. ADPA, E 361 : « *Conegude cause sie a totz que Perarnaud de Bernadet, bayle de Garos (...) se transporta en la glisie de Nostre Done de Casaus de Morlane et que, congregatz et ajustatz lo bayle, juratz et besiau de Morlane au soo de la campane [...]* ».

32. ADPA, 1J142/36 : « *Item apres dixo lorsque Diu aura fait commandement de son corps, sie sepelit en lo prat et semiteri de [Notre Done] de Casaux de Morlane* ».

33. Outre les mentions signalées ci-dessus, ADPA, E 1267, f. 6 v° et 17 r°.

34. ADPA, E 1267, f. 6 v° et 17 r° (emprunts réalisés en 1504 et 1505 auprès de la confrérie de Notre-Dame et des patrons d'un obit fondé dans l'église du même nom).

35. ADPA, Morlanne GG3 (15 mai 1728, donation de Jean Bedoura dit Mounichou, de Morlanne, à la fabrique et 8 septembre 1870, contrats d'affermes).

36. Deux autres parcelles de terre sont appelées *Nostedonne* d'après le cadastre de 1827 (section A, feuille 2, parcelles 804-805) dont la situation, à l'ouest du village, dans un bas-fond humide ne peut cependant en aucun cas être compatible avec l'existence d'une église en ce lieu.

37. Information de celui-ci (janvier 2007).

38. Selon une enquête effectuée auprès d'habitants de Morlanne, cette statue aurait été mise en place *ex nihilo* à l'occasion d'une mission aux alentours de 1950 (enquête menée à ma demande par M. Michel Dabbadie, de Morlanne, que je remercie).

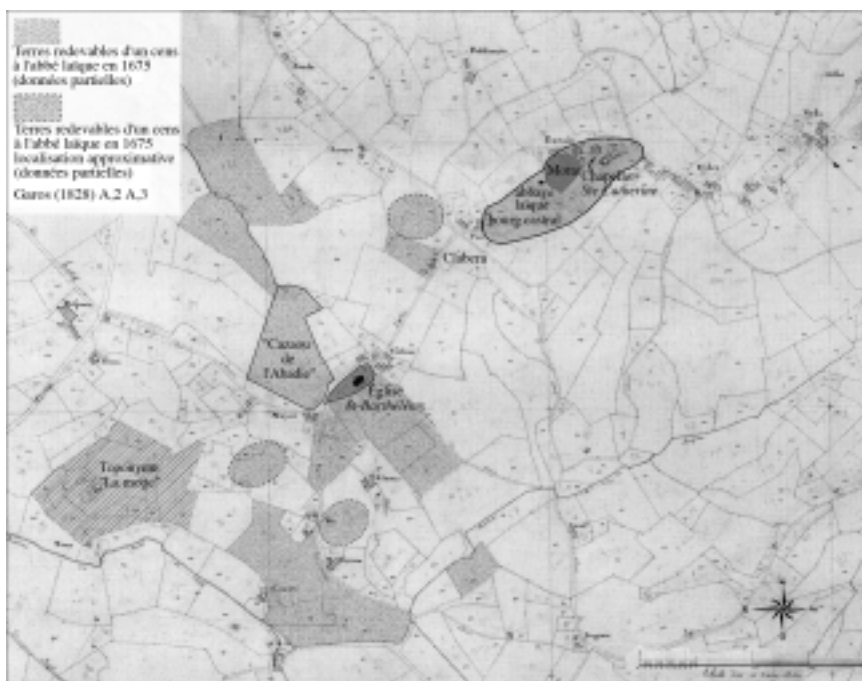


Fig. 3 - Garos : les composantes de l'histoire de l'occupation du sol.

La situation est *a priori* un peu plus simple à Garos dans la mesure où l'église paroissiale, placée sous le patronage de saint Barthélemy, est bien localisée grâce au plan cadastral de 1828 (fig. 3). Isolée à quelque 500 m au nord du bourg, elle fut détruite en 1878. Au terme d'un demi siècle de conflits et d'atermoisement, l'église paroissiale fut reconstruite à l'emplacement de l'ancienne chapelle castrale dédiée à sainte Catherine, au cœur d'un village qui (ironie de l'histoire !) n'existait alors plus - si ce n'est par la présence de la mairie, de l'école et du presbytère³⁹. Le cimetière, cependant, resta à son emplacement d'origine et, aujourd'hui encore, perpétue le souvenir topographique de ce premier lieu de culte.

Une autre église existait par ailleurs à Garos, disparue de nos jours mais cadastrée en 1828⁴⁰. Dedicée à Notre-Dame, elle est qualifiée de chapelle au XIX^e siècle. Au XVII^e siècle, en revanche, c'est bien d'une église (en ruines)

39. Cf. BERDOY (A.), « Vicissitudes des églises de Garos au XIX^e siècle », *Bulletin des Amis des archives ; documents pour servir à l'histoire du département des Pyrénées-Atlantiques*, 18, 1997, p. 123-144.

40. Cadastre 1828 : B, 2, 373-373 bis : église et cimetière.

dont l'évêque reprend possession lors de la restitution des biens ecclésiastiques au clergé catholique⁴¹.

Si les lacunes de la documentation écrite se font cruellement sentir dans un cas comme celui-ci (nul pouillé ou liste d'églises conservés pour l'époque médiévale), il fait cependant peu de doutes que cette église Notre-Dame ne puisse être assimilée à l'ultime témoignage d'une paroisse disparue. Elle dessert en effet un quartier⁴², appelé Jagou qui, bien qu'intégré à la juridiction de Garos dès la fin du XIV^e siècle au moins⁴³, y a toujours eu une place à part. Ainsi, jusqu'à l'époque contemporaine, la mention « de Jagou » est bien souvent la seule employée pour désigner, dans les actes notariés, tel ou tel habitant du lieu. Au contraire, un habitant de La Serre, autre quartier, est toujours désigné comme étant « de Garos ». Il est également significatif de noter que les terriers de l'époque moderne distinguent généralement le « parsan de Jagou » du reste du territoire, distinction que l'on trouve tout aussi nettement marquée, au XIX^e siècle encore, par le cadastre dont la première section (A) est dite « de Garos » quand la seconde (B) est celle « de Jagou ».

Encore bien présentes dans le paysage communal jusqu'à l'époque contemporaine (à Garos et Jagou) ou précocement disparue (à Morlanne), ces trois églises apparaissent comme les ultimes témoins d'une organisation du peuplement antérieure à la phase de regroupement de l'habitat qui a prévalu dans les derniers siècles du Moyen Âge.

Si le maintien de l'église paroissiale hors des nouveaux noyaux d'habitat bas médiévaux (castelnaux comme bastides notamment) est un phénomène largement répandu (et observé) par ailleurs⁴⁴, il est intéressant de mettre en évidence la présence, non loin de ces lieux de culte isolés, d'abbayes laïques.

Des abbayes laïques liées à ces églises paroissiales primitives

D'une façon générale, en l'état de la documentation, les plus anciennes mentions d'abbayes laïques ne sont pas antérieures au XI^e siècle et encore sont-

41. LASSALLE (H.), « La restitution des biens ecclésiastiques en 1620 dans le diocèse de Lescar », *Revue historique et archéologique du Béarn et du Pays Basque*, 163, 1935, p. 73-104 [ici, p. 89.]

42. Le terme de quartier, employé dans les sources de l'époque moderne au même titre que celui de parsan, est appliqué aux différentes entités composant un territoire.

43. En 1385, les feux de Jagou sont comptabilisés avec ceux de Garos : RAYMOND (P.), *Le Béarn sous Gaston-Phœbus : Dénombrement général des maisons de la vicomté de Béarn en 1385*, Pau, Ribaut, 1873, p. 153-154.

44. Cf. par exemple CURSENTE (B.), « Église et habitat dans les villages gascons : quelques aspects topographiques (XI^e-XV^e s.) », dans *L'environnement des églises et la topographie religieuse des campagnes médiévales, Actes du III^e congrès international d'archéologie médiévale, Aix-en-Provence, 28-30 septembre 1989*, sous la dir. de M. FIXOT et É. ZADORA-RIO, Paris, éd. MSH, 1994, p. 122-131.

elles rares et ce, jusqu'aux derniers siècles du Moyen Âge. Les cas qui nous occupent ne font pas exception.

Ainsi, à Morlanne, un certain Raymond Arnaud de l'Abadie, envers qui Jeanne de Comminges se déclarait en 1348 redevable de 4 écus⁴⁵, est-il à identifier comme l'abbé laïque ou comme un membre de la famille qui possédait l'*abadie* du lieu. Celle-ci passe aux mains d'une autre famille avant 1391, date à laquelle Arnaud de Senos⁴⁶ prête hommage au vicomte de Béarn⁴⁷. Détenue par la famille Cassaigne au XV^e siècle, l'abbaye laïque de Morlanne, fait l'objet d'un premier dénombrement en 1541⁴⁸.

L'*abat de Garos* figure quant à lui, sans plus de précision, parmi les *domen-gers* du bailliage en 1379. Ce personnage est peut-être le dénommé Arnaud Guilhem de l'Abadie dont l'*ostau* est dénombré à Garos en 1385⁴⁹. Le vide documentaire semble ensuite total jusqu'en 1546, date à laquelle est mentionné cette fois l'*abat de Garos et Jagou*, Paul Despruets⁵⁰. À compter de cette époque, les abbayes laïques de Garos et de Jagou apparaissent toujours ensemble, changeant de propriétaire au gré des successions et des ventes⁵¹. Quoique tardif, un dénombrement daté de 1675, contribue à éclairer un pan de l'histoire de ces abbayes laïques.

Les *abadies* (au sens de « maison abbatiale » que leur donnent les textes modernes), sont – normalement – toujours en relation étroite avec l'église paroissiale d'un lieu donné⁵² et les cas étudiés ici ne dérogent pas à la règle. Il importe pour s'en convaincre de prêter attention aux traces qui subsistent du couple église paroissiale/abbaye laïque. Celles-ci sont toutefois ténues en raison des bouleversements qui ont ensuite affecté ces ensembles.

45. ADPA, III E 805, f. 66 v° (testament de Jeanne de Comminges).

46. Vraisemblablement un descendant du Guilhem de Senos (ou Sanos) dont l'*ostau* était dénombré à Morlanne en 1379 (ADPA, E 309, f. 53) et 1385 (RAYMOND, 1873, *op. cit.*, p. 154).

47. ADPA, B 670, f. 362 et sq. (dénombrement 1676). Pour la liste des abbés laïques de Morlanne jusqu'au XVIII^e siècle, cf. BERDOY (A.), MARIN (A.), *Morlanne : Pour une histoire de l'occupation du sol à l'époque médiévale*, Rapport d'opération inédit, vol. 1, 2003, [ici, p. 16-18] (déposé au Service Régional de l'Archéologie d'Aquitaine ainsi qu'en mairie de Morlanne).

48. ADPA, B 670, f° 362 et sq. (1676, dénombrement : hommage de 1488) ; ADPA, E 1267, f. 1 v° (1504, Arnaud Guilhem de Casanhe, *abat de Morlane*) ; ADPA, B.869 (1541, dénombrement).

49. ADPA, E 309 et RAYMOND, 1873, p. 153. Mais il peut également être l'abbé laïque de Jagou, localité dont les feux ont manifestement été dénombrés avec ceux de Garos.

50. ADPA, C 1226, f. 7 v° (1546, « rôle des gens d'église et des nobles qui ont prêté serment au roi de Navarre »).

51. ADPA, Garos CC1 (1584, terrier) ; ADPA, B 889 (1675, dénombrement).

52. Ce lien est l'un des éléments qui participent à la définition que donne P. de Marca des abbayes laïques. Cf. également BERDOY (A.), « Abbayes laïques et *domenjadures* : l'habitat aristocratique en haut Béarn », dans *Résidences aristocratiques, résidences du pouvoir entre Loire et Pyrénées, X^e-XV^e siècles*, Actes du colloque de Pau, 3-5 octobre 2002, Archéologie du Midi médiéval, suppl. n° 4, 2006, p. 65-103.

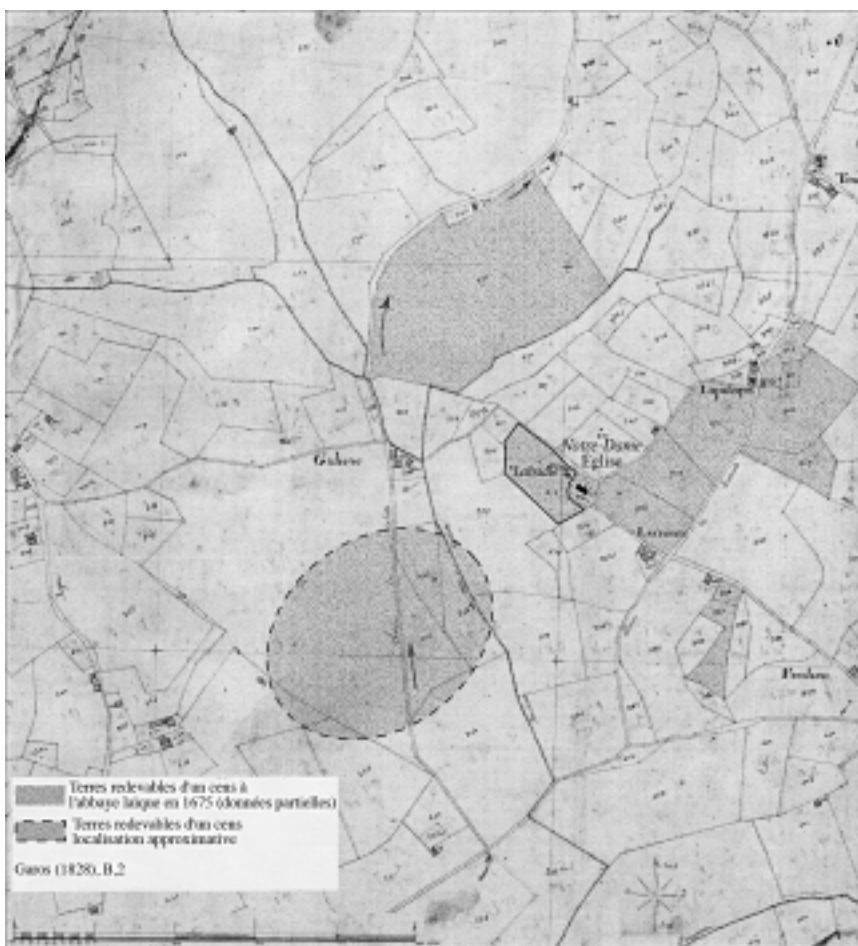


Fig. 4 - Jagou : le couple église/abbaye laïque.

À Jagou et à Garos, le souvenir des abbayes laïques primitives est, en premier lieu, resté inscrit dans la toponymie : quatre parcelles du nom de *Labadie* à Jagou⁵³ et un grand pré appelé *Cazaou de l'abadie* à Garos⁵⁴ se trouvent respectivement à proximité immédiate des églises Notre-Dame et Saint-Barthélemy (fig. 3 et 4). Les archives modernes permettent en outre de

53. Cadastre 1828, Jagou : section B, feuille 2, parcelles 279-282. La maison « Labadie » (parcelle 281) a manifestement pris le nom de la parcelle sur laquelle elle a été construite entre 1777 et 1828 et ne correspond donc pas à l'abbaye laïque.

54. Cadastre 1828, Garos : section A, feuille 3, parcelles 675-676. En 1584, il s'agit d'une parcelle en nature de *terre, camp, castanhet, paxerar, toyar, aperat lo Casau de Labadie* (ADPA, Garos CC1, article Lostau).

localiser les terres relevant de ces abbayes laïques⁵⁵, terres qui dessinent des auréoles centrées sur chacun de ces couples église-abbaye laïque. Ces espaces représentent un peu plus de 12 ha à Jagou et près de 17,5 ha à Garos.

À Morlanne, la relation entre l'église Notre-Dame de Casaux et l'abbé laïque est attestée par un emprunt réalisé en 1504 auprès de « l'abbé, des claviers et du prébendier de la confrérie de Notre-Dame de Casaus »⁵⁶.

Sur le terrain, l'étude régressive permet de situer une « terre vigne » et une « borde » qui, à l'époque moderne, dépendaient de l'abbaye laïque ainsi qu'un ensemble de parcelles redevables d'un cens à l'abbé laïque de Morlanne⁵⁷ (cf. annexe et fig. 1). Leur situation, à l'est du village et à proximité de la maison Argelès déjà évoquée, tend à indiquer que l'abbaye laïque primitive se trouvait dans ce secteur et contribue par là-même à étayer la localisation proposée pour l'église Notre-Dame de Casaus.

Enfin, ici encore, un indice toponymique – bien que fragile et à considérer de ce fait sous toutes réserves⁵⁸ – contribue à étayer à la fois la localisation de la première église paroissiale et celle de l'abbaye laïque. En contrebas des terres appartenant à cette dernière, trois parcelles portent le nom de « Pemarkie », toponyme qui peut dériver – par juxtaposition des deux éléments et abandon de la préposition – de « Pe de Marie » (au sens de « au pied de l'église dédiée à Marie »⁵⁹).

Les traces du binôme église paroissiale/abbaye laïque sont particulièrement fugaces à Morlanne du fait de la disparition de l'un et l'autre des éléments de ce couple. Elles sont en revanche plus prégnantes à Jagou et à Garos, ne serait-ce que parce que, dans ces cas, les lieux de culte ont survécu à la réorganisation des formes de peuplement qui a affecté les abbayes laïques comme les autres habitats.

Le déplacement des abbayes laïques à la faveur de la réorganisation de l'habitat

Seul le fait que les abbayes laïques aient été intégrées aux *castra* peut expliquer la rupture du lien topographique qui existait entre église et abbaye laïque, lien qui est une caractéristique intrinsèque des *abadies*.

55. ADPA, B 889 (dénombrement 1675). Pour le détail des localisations, cf. BERDOY (A.), *Une société artisanale...*, op. cit., vol. I, p. 183, note 66.

56. ADPA, E 1267, f. 6 v^o.

57. ADPA, B 869 (1541, dénombrement) ; ADPA, B 670, f. 362 (1676, dénombrement) ; ADPA, B 5813 (1736, dénombrement) ; en mairie, état de sections du cadastre (1827).

58. J'adresse tous mes remerciements à Xavier Ravier (université de Toulouse-II-Le Mirail) pour son aide précieuse (et prudente) sur le sujet.

59. Le toponyme « Pemarkie » peut également renvoyer à un anthroponyme (« Pierre-Marie ») et devrait dans ce cas être entendu comme issu d'un personnage vivant à proximité de l'église et ayant pris son nom avant que ce dernier s'attache à des terres lui appartenant (la localisation d'un habitat sur ces parcelles est à exclure au vu de la configuration en pleine pente des lieux).

Or, si le souvenir des abbayes laïques primitives de Garos et de Jagou est demeuré bien ancré dans la toponymie, les dénombrements modernes permettent quant à eux de localiser précisément les maisons abbatiales dans les enceintes villageoises mises en place à l'initiative de l'aristocratie féodale.

À Morlanne, les confronts de la maison abbatiale énoncés dans les différents dénombrements conservés (cf. annexe), ont été considérés au regard des données issues de l'étude régressive de l'habitat ; ils permettent d'identifier l'abbaye laïque à la maison appelée Candau en 1827⁶⁰, du nom de l'antépénultième abbé laïque du lieu⁶¹.

La localisation de la maison de l'abbé laïque de Garos et de Jagou (Gracian des Pruets) est quant à elle donnée dans un terrier du XVI^e siècle⁶² : *entro a l'embarat de la vieie, confronte per lo dabant ab carrere publicqua, de l'un costat ab la mothe deu seignor, per lo fonds ab losdits embaratz*. Cet emplacement est, là encore, aisé à retrouver par le biais de l'étude régressive de l'habitat (fig. 2).

À Garos comme à Morlanne, la maison abbatiale est donc située, à l'époque moderne, *deffens lo borc*⁶³. Il semble bien qu'une telle localisation ne doive rien au hasard mais ait été prévue dans l'enceinte villageoise dès la fondation de celle-ci. L'idée d'un espace réservé au moment de l'attribution des lots aux *poblans* est ainsi accréditée par les trois *plasses* occupées en 1584 par la maison de l'abbé de Garos et Jagou, immédiatement au pied de la motte. De même, un emplacement de choix a manifestement été concédé à l'abbé laïque de Morlanne dans le castelnau, à proximité immédiate du *Castet Bielh* (fig. 1).

La réorganisation de l'habitat qui a présidé au regroupement de population dans les *castra* est un phénomène depuis longtemps déjà perçu par les historiens de la Gascogne. La vision que l'on peut avoir du phénomène reste cependant le plus souvent globale. Rares sont en effet les éléments qui permettent une analyse fine du processus, analyse qui porterait non plus sur l'habitat en général mais qui descendrait au niveau de la maison. Or, de ce point de vue, les abbayes laïques constituent un bon marqueur : elles sont suffisamment importantes et bien individualisées pour pouvoir être identifiées et suivies sur la longue durée. Les exemples de Morlanne et Garos en sont une bonne illustration qui mettent également en lumière le déclin des abbayes laïques face à

60. Section A, feuille 2, parcelle 595 ; propriétaire : Jean Vignau Régén.

61. La maison abbatiale de Morlanne ne peut donc en aucun cas être confondue avec la demeure proche de l'église, désignée au début du siècle comme *La Tour*, connue antérieurement sous le nom de *Belluix* et assimilée à partir d'un article de Jean-François Massie en 1981 à l'abbaye laïque. Cf. BERDOY (A.), MARIN (A.), « Une maison de ville en milieu rural : la maison Belluix de Morlanne (Pyrénées-Atlantiques) », dans *Le château et la nature, Actes des Rencontres d'Archéologie et d'Histoire en Périgord, 24-26 septembre 2004*, textes réunis par Anne-Marie COCULA et Michel COMBET, Bordeaux, Ausonius, 2005 (coll. *Scripta varia*), p. 343-372.

62. ADPA, E 2238.

63. Formule employée dans le dénombrement de l'abbé laïque de Morlanne en 1541.

l'affirmation de l'aristocratie féodale, abbayes laïques auxquelles une certaine influence était cependant encore peut-être reconnue au moment de la mise en place des *castra*. N'était-ce pas en effet implicitement convenir de cet ascendant que de leur accorder une place de choix au sein de l'enceinte villageoise ? Et n'était-ce pas une façon, en « attirant » les abbés laïques vers les nouveaux centres de peuplement de contribuer ainsi à y « entraîner » la population des *casaux* préexistants ?

Si nous ne disposons pas d'une chronologie fine du phénomène, il y a néanmoins tout lieu de penser qu'un tel processus a nécessairement pris du temps et s'est déroulé en plusieurs étapes. Le regroupement de l'habitat au sein des enceintes villageoises – qui paraît pouvoir être situé au XIII^e siècle⁶⁴ – a manifestement été précédé d'une phase qui a vu en, quelque sorte, cohabiter anciennes formes de peuplement et premières implantations féodales, sans que soient nécessairement bouleversées les structures anciennes au cours de cette période. L'implantation féodale n'a guère été plus tardive ici qu'ailleurs et les mentions des XI^e et XII^e siècles relatives aux seigneurs de Morlanne et Garos mais aussi de Jagou et de Bouillon, sont là pour en témoigner⁶⁵.

Aussi peut-on visualiser à Morlanne la coexistence des couples église Notre-Dame/abbaye laïque d'une part et château/Castet Bielh d'autre part en un temps où le castelnau n'avait pas encore été fondé. Un schéma semblable se dessine à Garos où les mentions, au début du XII^e siècle, du seigneur Guiraud et de son fils Bernard faisant un don à l'hôpital de Caubin⁶⁶, sont vraisemblablement à rapprocher d'un site fossoyé localisé au nord de l'église Saint-Barthélemy et dont le souvenir est resté inscrit dans la toponymie (fig. 3)⁶⁷.

Une analyse plus poussée de l'occupation du sol reste à faire à l'échelle du Soubestre⁶⁸ tout entier mais quelques observations permettent d'ajouter aux abbayes laïques de Morlanne, Jagou et Garos, celles de Cabidos, Montagut, Larreule et Castéide-Candau. Si une telle densité suffit à elle seule à écarter une datation haute (autrement dit celle de P. de Marca), elle donne en revanche

64. Outre les éléments exposés plus haut, il est tentant de faire coïncider le déplacement de l'abbaye laïque de Morlanne dans le castelnau avec la donation de la dime en faveur de l'hôpital de Lesciau en 1267 (Note de P. Lorber dans ADPA, 1J 142/36 : « extrait d'un inventaire des archives des Barnabites au collège de Lescar, dressé par Jean Néron, archiviste du Trésor des Chartres de Pau, le 21 janvier 1792 ; Archives des Basses-Pyrénées, série Q, cahier papier, f. 8 » ; P. Lorber avait procédé à un premier classement de cette série mais les cotes ont été modifiées depuis, ce qui ne m'a pas permis de retrouver ce document).

65. BARRAUD-DIHIGO (L.), POUPARDIN (R.) éd., *Cartulaire de Saint-Vincent de Lucq*, Pau, Garet, 1905, 32 p. Ici, acte XVII. p. 21 : [...] *et abbas Sti Vincentii dedit fidejussores Guilemod Bernardum de Volo et Arnaldum de Jagou* [...].

66. LAFOND (P.), « La commanderie de Caubin », *Bulletin archéologique du Comité [des travaux historiques et scientifiques]*, 1898, p. 4 [ADPA, U711/23].

67. Toponyme « La motte » : cadastre 1828, Garos : A, 3, 864-877.

68. Je m'en tiens ici au Soubestre « historique » autrement dit au bailliage connu par le dénombrement de 1385.

à voir un *pagus silvestrensis* déjà largement occupé avant que les castelnaux ne prennent une part importante dans l’histoire de l’habitat⁶⁹. En outre, ces *abadies – casaux* (dominants) parmi d’autres –, contribuent par leurs vicissitudes à illustrer la profonde mutation du *casal* engendrée par l’affirmation du pouvoir seigneurial⁷⁰.

Annexe

Maison, terres et fiefs dépendant de l’abbaye laïque de Morlanne

• Localisation de la maison abbatiale :

confronts en 1541 (ADPA, B 869)	confronts en 1676 (ADPA, B 670, f°362)	confronts en 1736 (ADPA, B 5813)	1827 (cadastre)
<i>un costat : ostau de Peyrot de Lanapodenx</i>	[sud] : maison appelée ci-devant de Lanepodenx, à présent possédée par Jacques de Lesquibe dit Chicorron ⁷¹	[sud] : maison ci-devant de Lannepoudenx à présent place possédée par le sieur de Puyau, procureur du roi	A, 2, 590 propriétaires : veuve et héritiers Casenave Puyau
<i>autre costat : terre et hostau de Graciana de Beluix</i>	[nord] : terre de Beluix, autrement Jean d’Aspe	[nord] : terre de Belhuix autrement Jean d’Aspe ⁷²	A, 2, 595 propriétaire : Jean Vignau Régen
<i>davant : carrere publica</i>	[orient] : rue publique	[orient] : rue publique	
<i>darrer : fossat de la ville</i>	[occident] : fossés de la ville	[occident] : fossés du lieu	

69. Outre Morlanne et Garos, des structures semblables existaient au moins à Bouillon, Moustrou et Riumayou, Castéide-Candau et Montagut.

70. Cf. CURSENTE (B.), *Des maisons et des hommes : la Gascogne médiévale (XI^e-XV^e siècle)*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1998, 605 p.

71. Entre 1751 et 1770, le terrier de Morlanne (ADPA, Morlanne CC3) comprend l’article du sieur Puyau, procureur du roi, pour la maison Chicourrou.

72. Le 28 mars 1775, la place appelée Jean d’Aspe est vendue en faveur du seigneur de Morlanne (également propriétaire de l’abbaye laïque). Les confronts de cette place sont les suivants : rue publique, maison de Candau (c’est-à-dire la maison abbatiale), maison de Joanhau et terre de Lassalette (ADPA, Morlanne FF1).

(19)

LES ABBAYES LAÏQUES DE MORLANNE ET GAROS

355

- Des dépendances de l'abbaye laïque, une terre vigne dénombrée en 1541 et 1736 (omise dans les dénombrements de 1676 et 1701) :

nature de la pièce de terre et confronts en 1541 (ADPA, B 869)	nature de la pièce de terre et confronts en 1736 (ADPA, B 5813)	correspondance avec le cadastre de 1827
<i>ung tros de terre ond ha bastide une borde</i>	un tènement de vignes de contenance de 4 arpents ou env.	A, 2, 475 (vigne), 476 (grange), toponyme « <i>Candau</i> » (patronyme d'un abbé laïque) et 478
<i>un costat : terre et vinhe de Johan de Crabos</i>	un côté : terre et vigne de Jean de Crabos à présent possédée par Belluix Argelès	A, 2, 448 (vigne), toponyme « <i>Argelès</i> »
<i>autre costat : terre et vinhe deu prebender d'Aspe apperade de Paris</i>	autre côté : terre de Bretous	A, 2, 482 (vigne), toponyme « <i>Paris</i> »
<i>cap : cami public deu senhor</i>	bout : chemin public du seigneur	A, 2, entre parcelles 476-477 et 476 bis : chemin
<i>fons : terres et vinhes deux hereters de Helies de Cantagrit et de Berthomiu de Beluix et de Graciana de Beluix</i>	fonds : terre et vigne des héritiers de Elies de Cantegrit, à présent possédée par Mathieu de Mouren	[A, 2, 468, 473, 474]

- Des dépendances de l'abbaye laïque, une échalassière dénombrée en 1541 (ne figure plus dans les dénombrements suivants). Non localisée.
- Un fief de 15 ardots (1541) puis 15 liards (1676, 1701 et 1736) à percevoir sur une parcelle de terre vigne :

nature de la pièce de terre, propriétaire et confronts en 1541 (ADPA, B 869)	nature de la pièce de terre, propriétaire et confronts en 1676 (ADPA, B 670, f°362)	nature de la pièce de terre, propriétaire et confronts en 1736 (ADPA, B 5813)	correspondance avec le cadastre de 1827
<i>tros de terre et vinhe aperat La Vinhassa</i>	vigne appelée « La Vignasse »	vigne appelée « Lasvignasses »	cf. ci-dessous
M ^e Bertran de Beluix dit Teulé	Thomas Dufaur, tailleur d'habits, demeurant à Gotein	Pierre de Bretous et Martin de Sendets	

une part : <i>terre et vinhe de Graciane de Beluix</i>	orient : vigne de Pierre de Bretous	orient : vigne dudit Pierre de Bretous	
autre part : terre de Berthomiu de Beluix	occident : vigne de Lichigaray	occident : vigne des héritiers de Lichigaray	
<i>cap : cami aperat de las vinhes</i>	haut / midi : chemin des vignes	haut / midi : chemin des vignes	
<i>fons : terre deus hereters de Helies de Cantagrit</i>	bas : terre et pré appelé Tanant	bas : terre et pré appelé Tanaut	A, 2, 470-471, toponyme « <i>Tenaut</i> »

- Un fief de 10 ardis (1541) puis 12 liards (1676, 1701 et 1736) à percevoir sur une parcelle de terre vigne :

nature de la pièce de terre, propriétaire et confronts en 1541 (ADPA, B 869)	nature de la pièce de terre, propriétaire et confronts en 1676 (ADPA, B 670, f°362)	nature de la pièce de terre, propriétaire et confronts en 1736 (ADPA, B 5813)	correspondance avec le cadastre de 1827
<i>tros de terre vinhe aperat La Vinhasse</i>	vigne appelée « La Vignasse »	vigne appelée « Lavignasse »	cf. ci-dessous
Berthomiu de Beluix	Judith de Lichigaray, d'Orthez	Jean Dugros (acquise des héritiers de Judith de Lichigaray)	
une part : terre et <i>vinhe</i> de Graciane de Beluix	orient : terre et vigne de Thomas Dufaur	orient : terre et vigne des héritiers de Thomas du Fau	
autre part : terre <i>vinhe</i> de M ^e Bertran de Beluix	occident : terre et vigne de la maison de Beluix	occident : terre et vignes de la maison de Belluix	
<i>cap : cami aperat las vinhes</i>	haut / midi : chemin des vignes	haut / midi : chemin des vignes	
<i>fons : terre deus hereters de Helies de Cantagrit</i>	bas : terre et pré appelée de <u>Pémarie</u>	bas : terre et vigne appelée de <u>Pémarie</u>	A, 2, 472-474, toponyme « <i>Pémarie</i> »

(21)

LES ABBAYES LAÏQUES DE MORLANNE ET GAROS

357

Un fief de 18 ardots (1541) puis 18 liards (1676, 1701⁷³) à percevoir sur deux parcelles de terre vigne :

nature de la pièce de terre, propriétaire et confronts en 1541 (ADPA, B 869)	nature de la pièce de terre, propriétaire et confronts en 1676 (ADPA, B 670, f°362)	nature de la pièce de terre, propriétaire et confronts en 1701 (ADPA, B 5813)	correspondance avec le cadastre de 1827
<i>dues pesses de terre et vinhes</i>	deux pièces de terre vignes dites de Beluix	deux pièces de terre vigne dites de Belluix	cf. ci-dessous
Graciane de Beluix	Eléonore de Badet	héritiers Eléonore de Badet	
<i>un costat</i> : terre et <i>vinhe</i> de Graciane de Lastes	vigne de Castetbert	vigne de Castetbert appartenant au sieur de Lenfant	A, 2, 481, toponyme « Lenfant »
<i>autre costat</i> : terre <i>vinhe</i> de Berthomiu de Beluix	vigne de Lichigaray	vigne de Lichigaray	
<i>cap</i> : <i>font de la ville</i>	fontaine de la ville	fontaine de la ville	
<i>fons</i> : terre et <i>vinhe</i> de Paris et de Faget			A, 2, 482 (vigne), toponyme « Paris »

nature de la pièce de terre, propriétaire et confronts en 1541 (ADPA, B 869)	nature de la pièce de terre, propriétaire et confronts en 1676 (ADPA, B 670, f°362)	nature de la pièce de terre, propriétaire et confronts en 1701 (ADPA, B 5813)	correspondance avec le cadastre de 1827
<i>dues pesses de terre et vinhes</i>	deux pièces de terre vignes dites de Beluix	deux pièces de terre vigne dites de Belluix	cf. ci-dessous
Graciane de Beluix	Eléonore de Badet	héritiers Eléonore de Badet	
un <i>costat</i> : terre de M ^e Bertran de Beluix	vigne de Castetbert appartenant au sieur de Lenfant	vigne de Castetbert appartenant au sieur de Lenfant	A, 2, 481, toponyme « <u>Lenfant</u> »

73. N'est plus dénombré en 1736.

<i>autre costat : terre et vinhe de Graciane de Beluix dicte de Lanfrer</i>	occident : vigne de Lichigaray		
<i>cap : cami aperat de vinhes et cami public</i>	midi : chemin des vignes	midi : chemin des vignes	
<i>fons : terre et vinhe de Graciane de Beluix dicte de Lanfrer</i>			

Les différentes pièces de terre, sur lesquelles les abbés laïques sont en droit de percevoir un fief correspondent dans le cadastre de 1827 – au vu des toponymes et des confronts – aux parcelles suivantes situées à l'est du village : A, 2, 458 (vigne), toponyme « *Vignasse* » ; 466 (labour), 467 (grange), 468 (vigne), 469 (vigne), 479 (vigne), 480 (vigne), toponyme « *Lavignasse* ».